

Le Facteur Confiance

Etude de l'*Ethical Journalism Network* - 2015 - Brefs résumés des monographies

Balkans : les instances existantes dans les pays de l'Ex-Yougoslavie dépendent beaucoup d'initiatives et de sources extérieures. Elles sont cependant acceptées mais pâtissent d'un fort "*impact des considérations commerciales sur les normes professionnelles*". auteur de la monographie: Sanela Hozdic, chercheuse, travaille au Mediacentar de Sarajevo

TABLE 1: Code of Ethics by country: time of adoption and focus

	Albania	BiH	Croatia	Kosovo	Macedonia	Montenegro	Serbia
Press Code of Ethics adopted	1996 revised 2006	1999 (revised 2011 to include online media)	1993 2011	2005 amended 2010	2001	2002	2006 (amended 2013 articles on corruption)

Brésil : Le débat sur la création d'une instance national dure depuis plusieurs années. La presse écrite est "*dangereusement soumise au droit commun des entreprises*" même si il y a une prise de conscience des médias d'être plus transparents sur leur éthique et leurs règles professionnelles. Pas moins de 8 ministères ou organes d'état jouent un rôle sur la régulation technique et éditoriale des médias. auteur de la monographie: Marcelo Moreira rédacteur en chef à *O Globo TV* et ancien président de l'Association Brésilienne pour le journalisme d'investigation

Egypte : Journalistes et médias commencent tout juste à comprendre que sans une autorégulation efficace, les influences politiques et commerciales extérieures - étayées par la loi - seront "*maîtres de leur avenir*". auteurs de la monographie: Etude de Tarek Atia journaliste, Président du Programme de développement des médias égyptiens et Ahmed Montasser chargé de la formation audiovisuelle à cette ONG

Hongrie: Pour beaucoup de journalistes, certaines exigences éthiques traditionnelles sont "*obsolètes ou tout simplement impossible à suivre dans les conditions actuelles*", où les pressions économiques et étatiques sont fortes. Plus de la moitié des journalistes qui ont répondu à un récent sondage ont affirmé avoir du agir dans les douze mois précédent une ou plusieurs fois contre leur conscience professionnelle. Un forum des rédacteurs en chef a lancé un guide des directives éthiques et prévoit de créer en 2015 une association nationale d'autorégulation. auteur de la monographie: Balazs Weyer Président du Forum des rédacteurs en chef hongrois

Pays-Bas : il existe un conseil de presse depuis 1960. Il a été depuis 2013 (introduction d'une possibilité d'arbitrage avant une décision de la commission des plaintes, procédures moins longues, actualisation du code éthique) et plusieurs grands médias y sont revenus (mais pas encore *De Telegraaf* le plus grand quotidien néerlandais)." *La résistance des journalistes à la création de structures d'autorégulation en interne dans les entreprises reste forte*", mais la pression du public et des réseaux sociaux les font bouger peu à peu. auteur de la monographie: Yael De Haan, professeure d'université et membre du *Dutch Press Council*

Norvège : Le conseil de presse fondé en 1928 est compétent pour l'audiovisuel depuis 1994 et pour les médias en ligne depuis 1996. Le code d'éthique rédigé en 1936 a été

revu 11 fois, la plupart de ces révisions ayant été faites pour éviter un texte législatif contraignant. Le conseil de presse a reçu 212 dossiers dans les 6 premiers mois de 2014, soit une hausse de 15 %. C'est *"une indication du soutien et de la bonne connaissance du système d'auto réglementation par le public"* (3 audiences sont par exemple chaque année retransmises en streaming sur le site *Journalisten*, l'organe du syndicat des journalistes). La Commission accepte également les plaintes contre les institutions, organisations, sociétés ou individus accusés d'entraver le travail des journalistes. Les sanctions sont rares, la publication des avis dans le média concerné est la règle. Si un organe de presse non membre du conseil de presse est sanctionné, l'avis est publié au frais du conseil de presse dans des publications les plus susceptibles d'atteindre le public de la publication incriminée. Tous les journaux ont des codes de conduite internes *"qui sont à la fois plus détaillés et plus stricts que le code national"*. Plusieurs titres organisent régulièrement des discussions sur les questions éthiques en conférence de rédaction, d'autres ont un rédacteur en chef chargé de l'éthique, qui s'occupe de toute la formation en interne en matière d'éthique, de la gestion d'une série d'ateliers et de séminaires sur ces questions et traite toutes les plaintes du public. auteur de la monographie: Sven Egil Omdal ancien président du *Norwegian Press Council*.

Pakistan : La situation se dégrade, dans une presse soumise à des conditions économiques difficiles, où *"le sensationnalisme gagne et où les intérêts politiques et commerciaux des propriétaires des médias jouent un rôle dominant."* auteur de la monographie: Zaffar Abbas, ancien rédacteur en chef de *Dawn* quotidien de langue anglaise

Afrique du Sud : Si les principaux journaux sont désormais sous le contrôle de la majorité noire du pays, la tension entre la presse et le gouvernement est endémique. Le *Press Council of South Africa* a été modernisé en réplique aux menaces de législations pour encadrer la liberté d'expression et la liberté de la presse au nom du respect de la vie privée et "du droit à l'égalité". Le système ne comprend plus que des représentants de la presse et des représentants du public, et exclut *"toute personne ayant des liens politiques"*. Le code éthique a été revu dans le sens d'une plus grande protection des droits du public et des médias. Un ombudsman a été institué, qui règle de nombreux dossiers par médiation. Le nombre de saisines est passé de 212 en 2010 à 529 en 2013, le délai de réponse à une plainte de 137 à 51 jours.

Year	2010	2011	2012	2013
No of complaints	212	256	285	529

auteur de la monographie: Franz Krüger journaliste et professeur de journalisme à l'université de Johannesburg

Etats Unis : Le concept même d'autorégulation est une hérésie pour la plupart des journalistes américains, car *"il implique que l'alternative est une réglementation gouvernementale"*, dans un pays où prévaut une interdiction constitutionnelle sans ambiguïté contre la réglementation et de la censure étatique. Mais dans la pratique, *"il y a beaucoup de mécanismes d'autorégulation dans la culture du journalisme américain"*. Les médias adoptent des codes éthiques, créent des postes de médiateur ou de défenseurs du public, le travail d'autorégulation se fait au niveau académique et les

émissions consacrées au journalisme se multiplient. Mais "*aucune de ces innovations n'a été imposée de l'extérieure ou gérée collectivement*". Les deux conseils de presse qui ont réellement existé ont disparu (celui du Minnesota en 2008, celui de l'état de Washington en 2014) faute de moyens et sous l'impact des médias électroniques. Mais ce sont des lecteurs de journaux et des auditeurs et téléspectateurs qui "*font leur travail, en ligne, chaque heure de chaque jour, pour promouvoir des normes élevées en matière de journalisme*" et les journalistes et les entreprises qui les emploient y sont attentifs. auteur de la monographie: Bill Orme ancien journaliste et directeur du *Committee to Protect Journalists*,

Venezuela : "*La tentative de coup d'état de 2002 dans laquelle des médias étaient impliqués a placé les journalistes au cœur d'une confrontation avec le gouvernement*". La menace de créer un nouvel ordre de la communication pèse et la tentation de contrôler toute la communication existe. Les tensions de ces dernières années ont conduit de nombreux journalistes à prendre parti : tandis que certains luttent pour maintenir leur équilibre éthique, d'autres se sont engagé dans le journalisme pro-gouvernemental, ou dans le journalisme "de résistance". La qualité et l'indépendance de la couverture éditoriale indépendante a diminuée. Bien que le code de déontologie des journalistes vénézuéliens existe, "*il n'est pas largement observé dans le journalisme.*" Le défi de créer un système de médias éthique fondé sur les principes de l'autorégulation **reste entier**. auteur de la monographie: Gregorio Salazar journaliste vénézuélien, coordonateur régional de la FIJ pour l'Amérique latine

ethicaljournalismnetwork.org/